

Yémen : comprendre la guerre

Laurent Bonnefoy

DANS ÉTUDES 2018/2 Février, PAGES 17 À 28
ÉDITIONS S.E.R.

ISSN 0014-1941

DOI 10.3917/etu.4246.0017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-etudes-2018-2-page-17?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

YÉMEN : COMPRENDRE LA GUERRE

Laurent BONNEFOY

Du fait de sa grande complexité, le conflit au Yémen est mal connu. Pour s'y repérer, il faut revenir un peu sur l'histoire d'un pays marqué par une composition plurielle et passer en revue les diverses instances impliquées dans la guerre, tant internes qu'externes. Les pays occidentaux sont indirectement concernés, ne serait-ce que par les questions djihadistes et migratoires. La pacification du Yémen est donc un enjeu important et urgent.

Depuis trois ans, la guerre ravage la société yéménite. La crise humanitaire qu'elle a engendrée a été qualifiée par l'Onu de plus importante depuis 1945, alors que l'épidémie de choléra, qui a touché un million de personnes en 2017, a été la plus massive jamais enregistrée. Par ailleurs, le chiffre de 10 000 morts livré par les diplomates internationaux reste selon toute vraisemblance sous-évalué. Il n'est plus mis à jour depuis janvier 2017 et n'a pris en compte que les victimes directes des combats, ignorant dès lors les victimes induites – du choléra donc, mais aussi d'autres maladies et de la malnutrition. Malgré l'urgence et les communiqués catastrophés des ONG et la responsabilité des bombardements saoudiens dans cette catastrophe, force est de reconnaître que ce conflit qui bouleverse la vie des trente millions de Yéménites reste largement « caché » ou plutôt « ignoré ». Les données et informations sur ce drame sont en effet accessibles à qui souhaite les voir. Comment donc expliquer l'indifférence face à un conflit qui, pourtant, a des implications au-delà du Yémen ?

Politiste, chercheur du CNRS au Centre de recherches internationales de Sciences Po, auteur du *Yémen : de l'Arabie heureuse à la guerre* (Fayard, 2017).



Un conflit « complexe »

La complexité apparente de cette guerre constitue sans doute une première explication des difficultés à en parler et à la voir faire la Une des médias. Les niveaux d'appréhension sont multiples. Ils s'ancrent tout d'abord dans l'histoire d'un pays aux multiples spécificités. Le Yémen a tout d'abord été marqué par une histoire duale: un Nord caractérisé par de hautes montagnes, trois fois plus peuplé que le Sud et largement rétif à la présence étrangère. Le Yémen du Nord n'a ainsi jamais connu la colonisation occidentale. L'instauration de la république en 1962 ancre le pays dans le bloc occidental. Le Sud est, lui, après la fin de la colonisation britannique en 1967, l'unique régime socialiste du monde arabe. Les deux entités s'unifient en 1990 mais les termes du processus sont largement contestés par les Sudistes dont une tentative de sécession est matée en 1994 par le président Ali Abdallah Saleh (1942-2017). Ce dernier, engagé dans une dynamique autoritaire de monopolisation du pouvoir, est confronté en 2011 à un soulèvement révolutionnaire, qui le conduit à la démission en février 2012. S'engage alors une phase de transition institutionnelle menée par le nouveau président Abdrabbo Mansour Hadi, mais celle-ci est gâtée, jusqu'à conduire à la guerre.

L'offensive militaire « Tempête décisive », menée par une coalition de dix pays et conduite par l'Arabie saoudite depuis le 26 mars 2015, a pour objectif affiché la restauration du pouvoir du Président reconnu par la communauté internationale, Hadi. Ce dernier a fait appel à son voisin saoudien après avoir été contraint à annoncer sa démission en janvier 2015, à la suite de la prise de contrôle de la capitale par les miliciens houthistes¹. Ceux-ci revendiquent la défense de l'authenticité yéménite mais aussi d'une identité religieuse, le zaydisme, une branche particulière du chiisme. Ils se sont par ailleurs alliés au clan de l'ancien président Saleh. Cette alliance est pour partie contre-nature dans la mesure où les houthistes et Saleh s'étaient auparavant affrontés de 2004 à 2010, en un violent conflit dans la province septentrionale de Saada. Les houthistes avaient également soutenu le soulèvement révolutionnaire de 2011 contre Saleh, avant de se rapprocher de lui. Les deux groupes ont fondé leur alliance dès 2014 sur une hos-

1. Les houthis, tirant leur nom de leurs dirigeants (les frères al-Houthi), sont une organisation politique, militaire et théologique zaidite, active dans le gouvernorat de Saada et le nord-ouest du Yémen, puis dans tout le Yémen dès 2014.

tilité partagée à l'égard de Hadi et de ses soutiens islamistes sunnites du parti al-Islah, perçus comme les grands bénéficiaires du processus révolutionnaire. Saleh mettait tout son poids dans cette alliance, emmenant une large part de l'armée qui lui était restée loyale, de l'armement lourd mais aussi des financements. Pendant longtemps, le conflit a cimenté l'accord entre Saleh et les houthistes bien que leur lien fût fréquemment décrit comme fragile, tant les deux partenaires possèdent des cultures politiques différentes et des intérêts divergents sur le long terme. Au début de décembre 2017, le revirement de Saleh, qui a annoncé son alignement sur la stratégie saoudienne, a laissé imaginer un affaiblissement des houthistes. Ceux-ci ont toutefois montré leur ancrage militaire, non seulement en conservant leurs positions mais surtout en assassinant Saleh, mettant fin à une trajectoire politique qui avait structuré le Yémen contemporain. Ce tournant engendre une situation d'attentisme et produit, au niveau local et tribal, des recompositions d'alliances, qui ne se génèrent pas nécessairement au profit de la coalition saoudienne.

Le camp anti-houthiste, hâtivement désigné comme loyaliste au président Hadi, est lui-même fragmenté. La part des forces armées à avoir pris le parti de l'offensive saoudienne apparaît réduite et échappe au Président reconnu par la communauté internationale. Tel est particulièrement le cas du mouvement sudiste qui plaide pour une sécession des provinces méridionales, mais également de diverses milices engagées dans les combats au sol, que celles-ci soient liées au parti al-Islah, proches des djihadistes ou bien à des tribus ancrées localement. En avril 2016, la nomination à la vice-présidence du général Ali Muhsen Saleh al-Ahmar, ancien proche de Saleh et considéré comme allié de longue date d'al-Islah, avait vocation à satisfaire différentes élites tribales originaires du Nord et les islamistes sunnites, mais ne pouvait que tendre la relation avec les Sudistes, imposant une fragmentation de fait des fronts et sans doute du pays lui-même.

Dans ce cadre, la guerre est ainsi avant tout le fruit de la rivalité entre élites politiques yéménites, née d'une transition politique enthousiasmante amorcée avec le « printemps yéménite », mais qui s'est progressivement grippée. Dans ce cadre, il est difficile, entre les belligérants, de discriminer les bons des méchants, les fautifs des innocents, et de déterminer où se situe la légitimité politique, constitutionnelle et morale. Les houthistes, cibles de bombardements saoudiens qui demeurent caractérisés par un mépris pour les conventions

internationales et le droit de la guerre, ainsi que souffrant d'un blocus qui constitue une forme de punition collective qui touche tous les civils, ne font pas pour autant des victimes très « recommandables ». Les slogans houthistes, antiaméricains et ouvertement antisémites, ainsi que leur égal mépris des civils, ne facilitent guère leur identification en tant que victimes de ce qu'ils qualifient comme une « agression saoudienne », quand bien même la guerre est effectivement asymétrique.

Des enjeux régionaux

Parallèlement, une grille de lecture géopolitique présente le Yémen comme le terrain d'affrontement de l'Arabie saoudite et de l'Iran pour le *leadership* régional et islamique. De fait, la structure proprement yéménite du conflit a été réappropriée et tordue par les acteurs régionaux qui, par leurs interventions, ont donné une indéniable coloration confessionnelle au conflit, en rupture avec une histoire yéménite marquée par la coexistence et une convergence des identités religieuses. Certes, les houthistes s'inscrivent depuis une dizaine d'années dans un univers politique et symbolique qui apparaît comme de plus en plus chiite. Ils sont à la fois solidaires de la politique étrangère iranienne et soutenus par celle-ci. Des financements sont probables, tout comme une aide technique apportée aux miliciens. Mais les preuves manquent pour quantifier ou substantier l'engagement iranien au Yémen. Aucun combattant iranien ou libanais affilié au Hezbollah, par exemple, n'a pu être capturé au Yémen ou n'est mort sur le front. Des livraisons d'armes en provenance d'Iran restent à démontrer. L'implication iranienne est ainsi singulièrement moindre qu'au Liban, en Irak ou en Syrie. Malgré tout, le gouvernement saoudien fait de la mise à mal de cette relation avec l'Iran la raison de son implication, refusant de voir la République islamique prendre pied dans une zone que les Saoudiens perçoivent comme leur chasse gardée. Face à une implication réelle de l'Iran, mais en tout état de cause non structurelle, l'engagement saoudien est tout autre. Il a coûté plusieurs dizaines de milliards de dollars (les

« Les preuves manquent pour quantifier ou substantier l'engagement iranien au Yémen »

estimations varient largement de 15 à 70 milliards par an) et il a également fragilisé la frontière. Les incursions houthistes en territoire saoudien sont quotidiennes depuis l'engagement militaire du royaume, et des missiles balistiques sont épisodiquement tirés vers les grandes villes saoudiennes. La crise humanitaire ainsi que des bavures répétées (dont certaines pourraient, selon les ONG internationales de droits humains, être qualifiées juridiquement de « crimes de guerre ») ont mis à mal le bien-fondé de l'intervention, y compris du point de vue de certains militants yéménites qui la soutenaient initialement, particulièrement dans les régions méridionales où les houthistes n'ont aucune assise sociale ou politique.

Ces questionnements sur le bien-fondé politique comme sur les implications humanitaires et symboliques de l'offensive s'appuient sur l'échec patent de la stratégie militaire portée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. En dehors de la libération d'Aden de l'emprise houthiste au cours de l'été 2015 (grâce à l'action conjointe de milices sudistes, de groupes salafistes et de l'armée émiratie), le front reste pour l'essentiel gelé et les objectifs affichés de la coalition (rétablissement de Hadi et évacuation des villes par les houthistes) encore inatteignables. Les positions de la rébellion sont maintenues, y compris dans les villes de Taëz (troisième du pays) et Hodeida (quatrième du pays) où la population (majoritairement sunnite) ne leur est pourtant pas acquise. Par ailleurs, à Sanaa, Saada ou Dhammar (berceaux du zaydisme), les rebelles ne sont pas confrontés à une contestation significative. L'arrêt des bombardements saoudiens ainsi que la fin du blocus imposé ne viendraient certes pas régler le conflit, mais constitueraient des décisions à même de relancer un processus politique et des négociations, et d'alléger sensiblement la souffrance des civils.

L'échec de l'opération « Tempête décisive », lancée il y a près de trois ans, n'est, en tant que tel, pas surprenant. Les guerres asymétriques, menées pour l'essentiel depuis les airs, continuent, quel que soit le terrain, à être inefficaces. La coalition souffre ainsi d'avoir été mal définie et ses objectifs demeurent insuffisamment précis, largement élaborés dans le contexte de la prise de pouvoir progressive de Mohammed ben Salmane à Riyad depuis janvier 2015. La campagne militaire au Yémen apparaît en effet comme le fruit de la stratégie de légitimation du jeune prince, né en 1985, d'abord comme ministre de la Défense, puis comme prince héritier.

En conséquence de cette impréparation et des objectifs en grande partie internes assignés à cette offensive, ni les Saoudiens, ni les Égyptiens n'ont accepté de s'engager pleinement sur le sol yéménite. Quelques contingents émiratis assistés de soldats soudanais et de mercenaires sont certes demeurés actifs, notamment au sud du pays, mais leur apport n'a pas significativement changé la donne sur le terrain. En dehors de bombardements qui sont devenus routiniers et n'ont souvent pour effet que de détruire les infrastructures, l'essentiel de l'effort reste mené par les Yéménites au sol, ancrant la fragmentation du pays.

Une implication « honteuse » et « intéressée »

Si, à la fin de 2017, face à la détérioration de la situation humanitaire, la pression s'est accrue sur les belligérants, et notamment sur l'Arabie saoudite, pour lever le blocus sur le Yémen, un blanc-seing a manifestement été donné au préalable aux monarchies du Golfe. Trois semaines après le déclenchement de « Tempête décisive », le Conseil de sécurité des Nations unies approuvait la résolution 2 216 (à l'unanimité, moins l'abstention de la Russie) qui a fixé les obligations des houthistes en termes de désarmement et d'abandon de leurs positions. Sur le plan diplomatique et géopolitique, une telle lecture pouvait être pertinente mais rendait compte d'une appréhension partielle et partielle du conflit. Un biais, qui pouvait être acceptable au début de la guerre, est devenu de plus en plus problématique à mesure que la situation humanitaire se détériorait et que l'échec de l'option militaire devenait patent.

L'attitude des grandes puissances a ainsi été caractérisée par un laisser-faire évident mais aussi par une implication, pas seulement indirecte, dans le conflit. Ainsi, dans les médias et chancelleries européennes et nord-américaines, le long désintérêt pour la guerre et le sort des Yéménites a pu découler d'une forme de complicité honteuse. Les majorités parlementaires ou les gouvernements des pays occidentaux n'ont pas été incités à favoriser des campagnes politiques et médiatiques, laissant souvent le Yémen dans les limbes. Les impasses et crimes d'une stratégie militaire dont les gouverne-

« L'attitude des grandes puissances a été caractérisée par une implication, pas seulement indirecte, dans le conflit » »

ments occidentaux sont partie prenante pouvaient longtemps rester sous les radars médiatiques.

Dans le même temps, les politiques menées étaient de fait bien peu honorables. L'aventurisme saoudien et émirati au Yémen implique en effet les gouvernements occidentaux. Or les contrats d'armement passés avec les monarchies du Golfe ont un indéniable effet paralysant. Symbole peut-être de son caractère inoffensif, le Parlement européen a pu en 2016 voter une résolution appelant à la mise en place d'un embargo sur les armes en direction de l'Arabie saoudite – une résolution restée sans effet. Dans les pays membres (hormis la Suède), en revanche, le débat n'a été que très peu poussé. Aux États-Unis, une minorité d'élus a bien tenté d'exiger un meilleur contrôle de l'implication américaine au Yémen, mais sans succès. Aide technique, fourniture de renseignements et approvisionnement en carburant, armes, bombes, avions et navires de guerre placent les Européens et Nord-Américains devant un dilemme : préserver ces contrats ou faire pression pour mettre un terme à l'engagement de la coalition. Depuis le début de la guerre, le Royaume-Uni a ainsi vendu pour près de cinq milliards d'euros d'armes à l'Arabie saoudite. Celle-ci est par ailleurs l'un des principaux clients étrangers des entreprises d'armement françaises (neuf milliards d'euros, entre 2010 et 2016), quand les contrats passés avec les États-Unis dépassent l'entendement (lors de sa visite à Riyad, Donald Trump annonçait des ventes atteignant 110 milliards de dollars américains). La constitution d'une commission d'enquête indépendante dans le cadre de l'Onu, pour documenter de potentiels crimes, a ainsi été refusée de manière répétée par les pays membres. Ce fut le cas en octobre 2015 quand un projet de résolution proposé par les Pays-Bas sur l'envoi d'enquêteurs indépendants au Yémen fut bloqué au niveau du Conseil des droits humains des Nations unies après d'importantes pressions saoudiennes. En septembre 2017, un compromis fut trouvé, à l'initiative de la France, mais la capacité de travail de la commission formée, comprenant des experts internationaux, apparaît compromise par les difficultés d'accéder au front. Si ce vote, ainsi que les appels prononcés en novembre 2017 par les membres du Conseil de sécurité pour lever l'embargo sur le Yémen, ont pu laisser entrevoir un changement d'attitude des grandes puissances, les dénonciations apparaissent encore bien timides et insuffisantes pour imposer la fin des bombardements.

Par-delà le huis clos yéménite

Si les fondements du conflit sont avant tout locaux, caractérisés par des enjeux internes aux élites politiques yéménites puis alimentés et entretenus par des dynamiques régionales, les répercussions de la guerre dépassent largement le territoire du Yémen.

La question des réfugiés yéménites apparaît encore secondaire mais elle a toutes les raisons de devenir de plus en plus préoccupante. L'Onu comptabilisait en 2017 trois millions de déplacés dont environ 400 000 ont fui le pays depuis le début de la guerre. La crise syrienne a démontré combien les sociétés européennes sont sensibles à l'afflux de réfugiés et combien elles sont incapables de gérer correctement ce défi. Certes, les débouchés migratoires immédiats pour les Yéménites sont réduits par rapport à ceux des Syriens qui partagent une frontière avec quatre pays qui se sont montrés disposés à les accueillir. Oman contrôle sa frontière et il est peu probable que des camps de réfugiés soient créés par l'Arabie saoudite (qui, de plus, n'a pas signé les conventions internationales de Genève). Avant la guerre, le Royaume saoudien avait déjà durci sa politique migratoire, conduisant à l'exclusion de nombreux étrangers, dont officiellement 267 000 Yéménites. Riyad et Djeddah restent néanmoins des points de chute importants pour les élites politiques et économiques, tout comme Abou Dabi et Dubaï (Émirats arabes unis) et, dans une moindre mesure, Doha (Qatar).

« À mesure que la guerre se poursuit, la pression migratoire risque bien d'augmenter »

La traversée de la mer Rouge ou du golfe d'Aden pour rejoindre la Somalie, l'Érythrée ou Djibouti est une entreprise périlleuse qui offre peu de perspectives pour le moment. Djibouti accueillait néanmoins officiellement 37 000 Yéménites à la fin de 2017. La fermeture répétée des aéroports (celui de Sanaa ne fonctionne plus, sur décision de la coalition depuis le début de 2017) limite considérablement la mobilité. La Jordanie, l'Égypte et le Liban accueillent toutefois un total de 200 000 Yéménites mais imposent des conditions d'accueil souvent précaires, modifiant les réglementations sur les visas.

Les filières migratoires sont encore incertaines et, pour le moment, les élites politiques, intellectuelles et économiques sont les principales concernées. Toutefois, à mesure que la guerre se poursuit, la pression

migratoire risque bien d'augmenter et les Yéménites de se montrer disposés à rejoindre les nombreux Érythréens, Soudanais, Syriens et Irakiens prêts à tout pour échapper à la violence et à la misère en se tournant fréquemment vers l'Europe. Songer que plusieurs milliers de Yéménites ont déjà choisi de trouver refuge en Somalie illustre la profondeur d'un désespoir qui ne peut, à moyen terme, rester cantonné à la Péninsule arabique ou à la Corne de l'Afrique.

Comme dans le cas syrien, la question des flux de personnes n'est pas déconnectée des considérations sécuritaires. L'ancrage ancien et profond de la violence djihadiste au Yémen et son déploiement dans un contexte d'effacement de l'État et de violence confessionnelle doivent, à raison, inquiéter. La capacité de projection du courant djihadiste yéménite hors de ses frontières n'est plus à démontrer. L'attentat contre *Charlie Hebdo* a bien été revendiqué par al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA). Depuis le début de la guerre, les acteurs djihadistes ont de toute évidence accentué leur emprise territoriale mais également politique. Celle-ci apparaît, à certains égards, paradoxale. En effet, depuis mars 2015, la politique de frappes ciblées par les drones américains s'est montrée plus efficace que par le passé. Donald Trump a autorisé plusieurs missions au sol en 2017. La majorité des leaders d'AQPA ont ainsi été éliminés. Tel est le cas de Nasser al-Wahishi, *leader* de la branche yéménite et numéro deux d'al-Qaïda, tué en juillet 2015.

Néanmoins, l'exercice du pouvoir à Moukalla pendant un an (et, ponctuellement, dans diverses villes des gouvernorats d'Abyan et de Chabwa) a offert à AQPA les moyens d'émerger en tant qu'acteur significatif, loin de la logique d'avant-garde constituée autour de petites cellules militantes qui avait court pendant la décennie 2000. AQPA est engagé dans une politique de redistribution et la quête d'accommodements avec les acteurs locaux, notamment tribaux. C'est donc une coalition informelle tribalo-djihadiste, les « Fils du Hadramaut », qui a dirigé Moukalla, et non AQPA en tant que tel. Cette volonté de changer d'image n'est pas nouvelle. À travers l'organisation de tournois de football ou la diffusion de films, la propagande a veillé à donner une image de proximité avec les populations, de probité mais aussi d'efficacité dans la gestion des affaires courantes.

La période s'est également caractérisée par une fragmentation du courant djihadiste. L'émergence de la branche yéménite de l'Organisation de l'État islamique (OEI) a été marquée par la multiplica-

tion des attentats. Une centaine a été revendiquée depuis le début du conflit, contre des intellectuels, des représentants politiques, des forces de sécurité, des soldats de la coalition, des religieux chrétiens et des mosquées zaydites. L'OEI n'a toutefois pas acquis une assise territoriale au Yémen, contrairement à AQPA. Elle se structure autour de militants de second rang, généralement inconnus auparavant. Il est dès lors bien difficile d'estimer son emprise ou le nombre de ses militants, ni même son potentiel, mais force est de reconnaître que son émergence atteste de la capacité de nuisance croissante des mouvements djihadistes. L'opacité qui entoure ces groupes favorise par ailleurs, chez les opposants à Saleh et aux houthistes, des discours évoquant de possibles manipulations par les services de renseignement qui leur sont fidèles – afin de montrer notamment qu'Aden, où la majorité des attaques ont eu lieu, est devenu incontrôlable sans leur présence. AQPA a maintenu une attitude offensive vis-à-vis de l'OEI, déniait le droit d'Abou Bakr al-Baghdadi de se proclamer calife et se démarquant de sa stratégie, niant le bien-fondé d'attaques contre les civils, des mosquées ou, par exemple, les religieuses catholiques indiennes qui tenaient une maison de retraite à Aden. Cette concurrence, malgré les éliminations successives de ses *leaders* par des drones, a finalement permis à AQPA de se maintenir dans le paysage et de parfaire une stratégie qui, bien que mortifère, n'apparaît pas moins comme largement cohérente aux yeux de bien des Yéménites. Cet acteur pourra difficilement être écarté d'un processus politique à l'avenir.

La dimension implicitement confessionnelle de la campagne militaire menée par les pays de la coalition joue en faveur des acteurs djihadistes, légitimant leur discours et brouillant les frontières entre les diverses milices qui combattent les houthistes. Si le *leadership* d'al-Islah, installé à Riyad, Doha ou en Turquie, reste fermement engagé dans la voie de la politique institutionnelle aux côtés de Hadi, tel n'est pas nécessairement le cas de nombreux militants dont le positionnement brouille la frontière entre les différents islamismes. C'est le cas autour de Taëz où divers groupes (selon une logique qui n'est pas sans rappeler les dynamiques en Syrie) développent une approche explicitement sectaire, reçoivent parfois des fonds et des armes des pays du Golfe mais n'appartiennent formellement ni à AQPA, ni à l'OEI, ni même à al-Islah. Par ailleurs, les alliés de Hadi comptent une variété de figures salafistes reconnues, dont Hani ben Brik à Aden, un temps

ministre d'État chargé de la sécurité de la capitale temporaire et considéré comme proche des Émiratis, ainsi qu'Abdel Wahab al-Humayqani (placé, sans doute injustement, sur une liste de terroristes établie par le département du Trésor américain), un des *leaders* du parti salafiste al-Rashad, originaire de Baidhah, où miliciens tribaux et houthistes se combattent.

Cette fragmentation du champ dit djihadiste ne facilite pas la lecture du conflit. Le contexte offre de la latitude aux acteurs djihadistes pour se développer et ancre leur discours et leurs méthodes. Cet état de fait risque de se révéler coûteux à long terme pour les Yéménites, pour la région et pour l'Europe, dès lors qu'il deviendra impératif de désarmer ces groupes et de les intégrer dans le processus politique. Si nous acceptons de considérer (bien que la logique qui sous-tend une telle lecture soit en elle-même contestable) que la priorité des politiques étrangères des puissances européennes et des États-Unis est la lutte contre « le terrorisme et l'islam radical », il faudrait reconnaître que la guerre au Yémen, et la stratégie que la coalition y déploie, n'est aucunement en cohérence avec cet objectif. Dans ce contexte, il devient impérieux de considérer que la pacification du Yémen importe au-delà de son territoire et de ses habitants, et qu'il convient dès lors d'agir en conséquence.

Laurent BONNEFOY



Retrouvez le dossier « **Géopolitique du Proche-Orient** »
sur www.revue-etudes.com